

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

16 OCTOBRE 1991

N° 840

10,00 F



Abolir la conscription : un pas vers l'émancipation

L'Assemblée nationale vient de voter la réduction à dix mois du Service national.

A droite, les professionnels de l'intox politicarde revendiquent une armée de métier. A gauche, les socialistes s'accrochent à la conscription, selon eux garante du maintien des liens sacrés entre l'armée et la nation.

A l'heure où des objecteurs-insumis sont entraînés devant les tribunaux, où le sang coule en Yougoslavie et en Haïti, la question n'est pas de choisir entre une armée de métier ou une armée de conscription, mais d'en finir avec le militarisme et la barbarie.

À début de l'année 1991, la guerre dite du « Golfe » nous a donné l'occasion d'assister au triste spectacle des « professionnels de l'information », nous bourrant le crâne de colonnes (blindées) dans les journaux, de sondages bidons et de reportages sur la vie de « nos » soldats partis là-bas défendre le « monde libre ».

Des chefs d'Etats avait décidé que « les armes devaient parler » et tout fut mis en œuvre pour que les populations soutiennent de tout cœur l'effort de guerre : propagande tout azimut, préparation psychologique, conditionnement de l'opinion, censure, exaltation du patriotisme et du militarisme, anathèmes et insultes à l'encontre des opposants à la guerre.

Bref, les bonnes vieilles recettes du bourrage de crâne ont fait merveille une fois de plus. La patrie est en danger ? Ses intérêts sont menacés ? Il faut la défendre

à tout prix et sans rechigner ! Sinon, gare ! Voilà ce que les gouvernants, relayés servilement par des journalistes aux ordres, nous servent à chaque fois que les circonstances les poussent ou leur permettent de déclencher une bonne guerre, qui sera l'occasion d'essayer en grandeur nature les derniers gadgets militaires et de relancer les besoins, et donc les ventes de matériel.

Dans le meilleur des cas, des professionnels du crime vont s'étripier entre eux, mais la plupart du temps, il n'en sera rien.

(suite p. 3)



URSS

De l'accumulation primitive au capitalisme : des espoirs d'Octobre à la « répression révolutionnaire à l'égard des indisciplinés »

L'empressement des bourgeoisies occidentales à assimiler au communisme le régime instauré en Russie à la suite de la révolution d'Octobre constituait une arme particulièrement efficace contre la classe ouvrière elle-même : maintenant que le repoussoir est brisé il va falloir trouver autre chose. Mais comment en est-on arrivé là ? Avant de proposer une interprétation libertaire des événements il convient de rétablir certains faits, de circonscrire certaines responsabilités. Pour cela nous proposons de faire un voyage à travers la révolution russe en suivant tout particulièrement deux personnages, Boukharine et Trotsky, qui furent les deux principaux leaders de l'opposition à Staline - de l'opposition interne au parti bolchevik, s'entend.

Boukharine a 18 ans lorsqu'il adhère au parti bolchevik. Pendant la guerre de 14-18 il s'oppose à Lénine sur le problème de l'Etat. Parmi les vieux-bolcheviks - les bolcheviks de la première heure - nombreux sont ceux qui s'opposèrent à Lénine sans que cela affecte leurs relations avec lui. Lénine écrivit à Boukharine que si l'on

excluait du parti les gens intelligents mais peu disciplinés pour ne conserver que les imbéciles disciplinés, on ruinerait le parti.

Le parti au bord de la scission

Les divergences de vues les plus profondes sont donc parfaitement admises dans le parti du temps de Lénine sans que les opposants soient pour autant sanctionnés - du moins avant la prise du pouvoir. Au début de la révolution la quasi-totalité des bolcheviks s'oppose aux thèses d'avril de Lénine : tout le pouvoir aux soviets, la terre aux paysans, armement du prolétariat. Ces mots d'ordre sont en contradiction totale avec tout ce que les bolcheviks ont pu dire jusqu'alors et Lénine doit menacer de démissionner pour emporter l'adhésion du parti. Boukharine se rallie assez vite. Le parti était alors opposé à l'idée d'un pouvoir exclusivement bolchevik. Lozovsky et Riazanov dénoncent « le maintien d'un gouvernement purement bolchevik par le moyen de la terreur politique ».

Au moment des pourparlers de Brest-

Litovsk avec l'Allemagne, Boukharine et Trotsky sont d'accord : ils veulent reculer la reprise des négociations de paix jusqu'à ce que l'offensive allemande soit suffisamment claire et que soit révélée son influence sur le mouvement ouvrier. Lénine les accuse de faire des phrases creuses. Rapidement Trotsky se rallie aux thèses de Lénine, qui entend reprendre les pourparlers. La Russie perd 27% de sa superficie cultivée et 75% de sa capacité de production de fer et d'acier. De son côté, Boukharine propose la guerre révolutionnaire, la guerre à outrance, position guère tenable dans un pays ruiné et démoralisé.

Le parti est à deux doigts de la scission. Boukharine et d'autres démissionnent de leurs fonctions et commencent le 4 mars 1918 la publication d'un quotidien, *Kommunist*, organe des « communistes de gauche ». Va-t-il se constituer en rival du parti bolchevik ? Boukharine propose la nationalisation totale de l'économie à l'intérieur et la guerre révolutionnaire contre le capitalisme à l'extérieur.

(suite p. 2)

EDITORIAL

Preuve s'il en est que les conflits se sont déplacés sur le terrain économique, cette remise en cause du Service national en France et cette nouvelle course au désarmement nucléaire, entreprise par Bush et Gorbatchev.

Un armement classique, déjà suffisamment redoutable comme nous avons pu le voir en un mois, seulement, de guerre du Golfe, doublé d'une force économique hégémonique, et c'en est bien assez pour asseoir une puissance.

Deux ou trois grandes nations se partageant l'industrie, les réserves naturelles (mines et agriculture) et l'armement conventionnel, flanquées de quelques nations secondaires, engoncées dans une CEE passive ou autre association du Sud-Est asiatique, avec en arrière-cour un tiers monde de plus en plus mal fichu et vous avez là le tableau du « Nouvel ordre mondial ».

L'émiettement sanglant de certains pays comme l'URSS, la Yougoslavie, voire l'Ethiopie ou la Somalie, conduit au renforcement des nations de tête du monde capitaliste : Japon, Etats-Unis, Allemagne.

Un libéralisme prétendument droit-de-l'homme - jusqu'à quand ? - sans opposition majeure semble se dessiner de façon hégémonique, car outre le système « communiste », d'autres s'effondrent à l'image du solide modèle social-démocrate suédois.

Ramer à contre-courant, de délicat, devient des plus héroïques.

« Le retour des mineurs » (II)

P. 5

Nicolas Trifon analyse
la situation roumaine

Fête de soutien au
« Monde libertaire »
samedi 12 octobre,
19 h
salle CNT
33, rue des Vignoles
(M° Avron),
75020 Paris
avec
Les
Chanteurs
livreurs
style

« cabaret électrique »
Participation aux frais :
30 F
Buffet - Bar

Fête à l'initiative des groupes
Louise-Michel, La Villette
et Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste.

NOUVEAUTE
PIN'S « MONDE LIBERTAIRE »



Le pin's du Monde libertaire vient de sortir. Il coûte 20 F (port non compris). Vous pouvez, dès à présent, vous le procurer à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

T2137 - 840 - 10,00 F



F°P.2520

De l'accumulation primitive au capitalisme : Des espoirs d'Octobre à la « répression révolutionnaire à l'égard des indisciplinés »

(suite de la « une »)

Le point de vue de Lénine est plus nuancé : le socialisme n'est pas réalisable dans l'immédiat, une étape est nécessaire, qu'il appelle capitalisme d'Etat, c'est-à-dire le développement de l'économie capitaliste sous le contrôle de l'Etat ouvrier. Les communistes de gauche dénoncent la restauration des rapports bourgeois dans les entreprises, le centralisme bureaucratique et l'abandon de l'idée « d'Etat-commune » précédemment prônée par Lénine.

Trotsky évite l'éclatement en obtenant pour Boukharine la liberté d'expression dans le parti. Les communistes de gauche hésitent autant à quitter le parti qu'à envisager un gouvernement sans Lénine. En fait ce sont les socialistes révolutionnaires de gauche qui recréent l'unité : ils déclenchent une campagne terroriste. Un SR de gauche, membre de la Tcheka, assassine l'ambassadeur d'Allemagne afin de faire reprendre la guerre. D'autres SR, membres également de la Tcheka, tentent un soulèvement à Moscou et arrêtent les dirigeants communistes. Les communistes de gauche, Boukharine en tête, participent à la répression.

Au IX^e congrès du parti (29 mars - 5 avril 1920) une nouvelle opposition se fait jour, Centralisme démocratique, qui dénonce la centralisation abusive, les méthodes autoritaires. A l'automne de 1920, l'Opposition ouvrière se constitue, qui réclame le contrôle de la production par les syndicats, l'élection des responsables (sic), et l'épuration des non-ouvriers du parti.

C'est à ce moment que Trotsky ouvre le débat sur les syndicats. Il soumet au comi-

té central un projet de thèse pour faire face à l'effondrement de l'économie. Il propose de mettre en œuvre la militarisation du travail et de confier la direction de l'économie au commissariat de la guerre (qu'incidemment, il dirige). Lénine l'appuie. Boukharine, qui est rédacteur en chef de la Pravda, publie - par « erreur » - le projet de Trotsky (17 décembre 1919) : le projet est repoussé à une majorité écrasante par la fraction bolchevik des syndicats.

« Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière », disait Trotsky. Mais quels critères permettent d'assurer que le parti « donne l'expression des intérêts du développement historique » ? C'est simple : « Nous avons écrasé les mencheviks et les socialistes révolutionnaires et il n'en reste rien. Ce critérium nous suffit ». Pour ce qui est des syndicats, « ils deviennent, à cette époque, les organes économiques les plus importants du prolétariat au pouvoir. Par ce fait même, ils tombent sous la direction du parti communiste. »

Et Trotsky ajoute que c'est le comité central du parti qui doit régler les « conflits sérieux qui peuvent avoir lieu à l'intérieur de ces organisations ». Les syndicats sont conçus comme les organes producteurs de l'Etat soviétique ; mais il ne faut pas entendre par là ceux qui décident, mais ceux qui font appliquer. « Les unions professionnelles ne s'opposent pas à lui [à l'Etat], elles se confondent avec lui », elles se chargent de la discipline du travail, elles exercent « la répression révolutionnaire à l'égard des indisciplinés, des éléments turbulents et parasites de la classe ouvrière ».

Cela n'empêchera pas Boukharine de s'allier peu après à Trotsky pour proposer d'intégrer les syndicats à l'appareil d'Etat en les chargeant de la production, de la productivité, de la discipline du travail. Ce point de vue occulte la question de la défense des ouvriers ; mais ceux-ci ont-ils besoin de se défendre, puisque l'Etat est le leur ? C'est en effet la question que posait Trotsky dans *Terrorisme et communisme*.

Boukharine s'allie à Trotsky

Le parti avait subi depuis 1917 une formidable mutation. Le pays était saigné à blanc par la guerre civile et par les interventions étrangères. Les partis socialistes concurrents sont muselés et les bolcheviks appliquent les mesures les plus dures pour conserver le pouvoir. En contrepartie, de nombreux signes montrent la désaffection des ouvriers envers le parti bolchevik, qui invoque les raisons les plus diverses pour expliquer ce phénomène : l'avant-garde ouvrière avait disparu dans les combats, elle était dispersée et occupée par les fonctions dans l'Etat, il ne restait que les travailleurs les moins conscients, influencés par l'idéologie petite-bourgeoise, etc. La guerre civile terminée, l'attitude des bolcheviks à l'égard des partis socialistes concurrents se durcit encore. Une fois le danger passé il n'est plus concevable de laisser les mencheviks étendre leur audience dans le mouvement ouvrier, pas plus que les anarchistes qui connaissent un essor considérable. En réalité, la désaffection du prolétariat envers le parti bolchevik n'était pas un signe de dépolitisation, elle était le corollaire de l'influence croissante des courants politiques rivaux. Ainsi s'explique la déclaration de Lénine (19 mai 1919) dans un discours : « Nous ne reconnaissons ni liberté, ni égalité, ni démocratie ouvrière si elles sont opposées aux intérêts de l'émancipation du travail de l'oppression du capital. » On ne peut pas mieux dire que l'émancipation des travailleurs ne sera pas l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

En fait le parti de Lénine commence à se déifier de plus en plus du prolétariat. La violence révolutionnaire, dit Schapiro, s'exerce contre les éléments vacillants des masses populaires elles-mêmes. Boukharine de son côté parlait de « désintégration du prolétariat ». Quant à Riazanov, il interroge : si le prolétariat s'effondre sous le poids de ses éléments les moins fiables, sur qui nous appuyerons-nous ? De fait le parti se retrouve seul. Peut-on, mieux que Radek, exprimer ce fait que dans un discours qu'il prononça aux cadets de l'école de guerre ?

« Le parti est l'avant-garde politique consciente de la classe ouvrière. »

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Nous en sommes maintenant au point où les ouvriers, à la fin de leurs épreuves, refusent désormais de suivre une avant-garde qui les mène à la bataille et au sacrifice... Devons-nous céder aux clamours des travailleurs qui ont atteint les limites de leur patience mais qui ne comprennent pas leurs vrais intérêts comme nous le faisons ? Leur état d'esprit est maintenant franchement réactionnaire. Mais le parti a décidé que nous ne devons pas céder, que nous devons imposer notre volonté de vaincre à nos partisans épuisés et démoralisés. » (Alexander Barmine, *One Who Survived*, New York, 1945, p. 94.)

Le parti est donc conscient de son isolement. La justification que donne Radek pour légitimer malgré tout son rôle ne procède pas d'une politique de la réalité mais d'une politique de la prophétie. C'est une attitude religieuse.

C'est dans ce contexte que survient l'insurrection des marins et des ouvriers de Cronstadt. Il ne s'agit pas ici de faire l'historique de cet événement. Disons que les insurgés réclamaient tout simplement des soviets librement élus et la fin de la terreur bolchevik. Broué exprime très bien la situation : « Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles », et sachant par ailleurs que les mencheviks et les anarchistes représentent désormais « une force réelle parmi les ouvriers » (1) ?

Tous unis contre Cronstadt

L'insurrection de Cronstadt éclate au moment même où se déroule le X^e congrès du parti bolchevik (mars 1921). Plusieurs groupes d'opposition y sont représentés : tous condamnent l'insurrection et de nombreux délégués quittent le congrès pour participer à la répression. Les événements de Cronstadt révèlent aux bolcheviks l'ampleur de la crise qui secoue l'Etat et la société russes. Ils mettent en œuvre une nouvelle politique économique, la NEP, qui met fin aux réquisitions et à l'impôt progressif en nature. Le commerce est désormais libre, on réintroduit le marché et l'économie monétaire, on encourage l'industrie privée, petite et moyenne, on appelle les investissements étrangers. Les bolcheviks veulent rallier les paysans pour développer les bases du nouveau régime, les encourager à fournir aux villes les produits de l'agriculture.

Mais en même temps qu'ils relâchent leur emprise sur l'économie, les bolcheviks vont restreindre encore plus la démocratie à l'intérieur du parti et au dehors. C'est à cette occasion que Radek déclare que si les mencheviks étaient laissés en liberté, maintenant que les communistes ont adopté leur politique, ils vont exiger le pouvoir. D'autre part, ajoute Radek, laisser la liberté aux socialistes révolutionnaires alors que l'énorme masse paysanne est contre les bolcheviks serait du suicide (2).

Boukharine est chargé de lire au nom du comité central un rapport sur la démocratie ouvrière. « Le communisme de guerre, dit-il, a produit un centralisme extrême », un appareil hautement centralisé sur la base d'un niveau culturel très arriéré des masses. « La démocratie ouvrière rend impossible le système de la nomination, et se caractérise par l'éligibilité de tous les organismes, du haut vers le bas, par la responsabilité et le contrôle qui leur est imposé. » Boukharine semble donc découvrir, et sans doute le parti avec lui, que la démocratie ouvrière pourrait impliquer l'éligibilité des fonctions ; mais le fait que cela se fasse « du haut vers le bas », et non du bas vers le haut, est-il un lapsus ? Car qu'y a-t-il de plus ressemblant à une nomination qu'une éligibilité « du haut vers le bas » ?

Boukharine entend aussi fixer les limites de la démocratie ouvrière. Il annonce à ce sujet qu'il déposera une motion sur l'unité du parti, motion qui est en fait dirigée contre l'Opposition ouvrière. C'est Lénine qui parlera et qui proposera deux textes, dans lesquels l'Opposition ouvrière est condamnée comme déviation anarcho-sindicaliste, et où sont condamnés les « indices de fractionnisme », l'apparition de « groupes avec leurs programmes propres et une tendance à se replier sur eux-mêmes jusqu'à un certain point et à créer leur propre discipline de groupe ».

Au sujet de l'Opposition ouvrière, Trotsky dira ceci : « Ils ont mis en avant des mots d'ordre dangereux... Ils ont placé le droit des ouvriers de faire élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature était en conflit temporaire avec les humeurs changeantes de la démocratie ouvrière ! »

Les fractions sont donc interdites sous peine d'exclusion de leurs membres. Vingt-cinq délégués seulement ont voté contre la motion. La police secrète peut, dès lors, commencer à réprimer tous les groupes d'opposition dans le parti. Pourtant une forte solidarité de parti maintient ensemble les militants qui avaient jusqu'alors combattu côte à côte. Beaucoup de bolcheviks, bien que dans la ligne, refusent de témoigner contre leurs camarades. Dzerjinski, le chef de la Tcheka, s'en plaint et obtint du Politburo une décision officielle exigeant que les membres du parti dénoncent ceux de leurs camarades engagés dans l'agitation contre la direction du parti. Trotsky déclara alors que c'était une obligation « élémentaire » de dénoncer les éléments hostiles au parti... Il ne faudra pas beaucoup d'années - quatre ou cinq - pour que ceux qui étaient majoritaires au X^e congrès se retrouvent minoritaires et bénéficient des dispositions répressives qu'ils avaient si inconsidérément votées.

René Berthier

1) Broué, *Le Parti bolchevik*, p. 156.
2) Cf. Schapiro, *Storia del partito comunista d'Unione sovietica*, Milan, 1963, pp. 269-270.

(A suivre)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

lemonde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Abolir la conscription : un pas vers l'émancipation

(suite de la « une »)

ent pas là. Il brûlent, ils pillent, ils violent, ils massacrent tout ce qui entrave la réalisation des nobles objectifs qu'on leur a fixés. Ceux qui gagnent sont décorés et fêtés en héros. Ceux qui perdent se font oublier ou passent leurs nerfs sur des adversaires plus faciles, le peuple révolté, par exemple, surtout s'il n'a pas d'armes. Du déjà vu, trop souvent vu.

Un lien étroit entre l'armée et la nation

Mais qu'à cela ne tienne, on nous ressort toujours les mêmes discours, d'un ton grave et pathétique, pour nous exhorter à « faire bloc autour de la nation », et à nous unir, à taire nos différences pour soutenir « notre » armée.

Il est bon de s'interroger sur les raisons qui font que l'Etat s'attache à créer et à maintenir par tous les moyens un lien étroit entre l'armée et la nation. En France, c'est la révolution de 1789 qui est à l'origine de la création de l'Etat-nation moderne d'une part, et de la conscription (le recrutement forcé) telle que nous la connaissons encore aujourd'hui d'autre part.

La République naissante avait besoin de lever des troupes nombreuses et au moindre coût, pour combattre ses nombreux ennemis, et aussi de se donner une cohésion nationale afin d'être réellement « une et indivisible ». Après les levées en masse des premières années, il fallait mettre en place une législation qui permette de forcer les réfractaires, fort nombreux à l'époque, à se soumettre à l'obligation de servir la république. Ce sera la loi Jourdan, votée le 5 septembre 1798.

Depuis près de 200 ans tous les régimes, qui se sont succédés, ont utilisé ce système fort commode, la conscription frappant une part plus ou moins grande des jeunes citoyens pour des durées variables. Les gouvernements successifs auront ainsi toujours sous la main de quoi organiser des massacres à une échelle jamais connue jusqu'alors. Après l'écrasement de la Commune de Paris, la III^e République, la République des Jules, va catéchiser les citoyens dans ses écoles et peaufiner l'endoctrinement dans ses casernes. Le résultat est connu : la grande boucherie de 14-18.

Les valeurs développées alors, patriotisme et militarisme, perdurent

aujourd'hui. A gauche comme à droite, nos dirigeants s'évertuent à nous faire avaler que nous sommes tous dans le même bateau, que nous faisons tous partie d'une même communauté d'intérêts. Le Service militaire, aujourd'hui Service national, n'est rien d'autre qu'un instrument de cette propagande qui voudrait nous faire oublier que le dit bateau est une vraie galère avec beaucoup de rameurs, qui triment dans la cale, et quelques privilégiés, qui bronzent sur le pont.

C'est bien de cela qu'il s'agit, en effet, pour sauvegarder ses propres intérêts et ceux de la classe dominante (qui ne sont assurément pas les nôtres), l'Etat doit asseoir sa légitimité sur le consensus autour de la Nation, de la Patrie. Persuader physiquement les citoyens qu'Etat et peuple sont indissociables, que l'armée de l'Etat est la leur. Mieux, qu'ils sont cette armée. Voilà, la fonction essentielle du Service national aujourd'hui. C'est une fonction exclusivement idéologique.

Service national : vecteur de la collaboration de classe

L'écrasante majorité des appelés effectue son Service national sous sa forme militaire. Militairement parlant ce service n'a plus d'utilité. La guerre du Golfe en est une bonne illustration. Face à l'armée irakienne, les alliés n'ont pas eu besoin de conscrits. Ils ont aligné des bataillons de professionnels, de techniciens qualifiés, tous volontaires pour venir à bout d'un adversaire pourtant bien pourvu en hommes et en matériel. Nombre de militaires, de stratèges et de politologues de tous poils sont d'ailleurs convaincus qu'on peut se passer de la conscription et n'en font pas mystère. Il n'y a guère plus que les socialistes, ces jacobins, pour s'accrocher désespérément au mythe des liens sacrés entre l'armée et la nation et défendre contre vents et marées cette institution moribonde. Ces chants des sacro-saints droits de l'homme poursuivent les réfractaires devant les tribunaux avec acharnement.

Les anarchistes, antimilitaristes par essence, ont toujours lutté contre l'armée, contre toutes les armées. En tant que tels, nous n'avons pas à choisir entre armée de conscription et armée de métier : ce débat

n'est pas le nôtre, mais celui de l'Etat et de ceux qui le servent.

La conscription n'a jamais été un rempart contre le despotisme et le militarisme : les Espagnols, les Chiliens, les Chinois, les Russes, les Irakiens, les Kurdes et bien d'autres en savent quelque chose, leurs armées de conscrits ne leur ont pas fait de cadeaux.

Aucune armée n'a jamais défendu les opprimés, le militarisme et l'étatisme sont des fléaux qu'il faut combattre vigoureusement.

Exiger l'abolition de la conscription, c'est refuser de cautionner le militarisme barbare qui préside au destin de la planète. C'est refuser de voir gaspiller nos ressources matérielles et intellectuelles pour engraisser les marchands de canons.

C'est aussi refuser que l'on condamne, que l'on emprisonne des réfractaires dont le crime est précisément de refuser de se soumettre. Exiger l'abolition d'une corvée aux relents de féodalisme, c'est s'émanciper un peu plus de l'insupportable tutelle de l'Etat.

L'Etat, les Etats nous doivent tout, nous ne leur devons rien !

Rompons les rangs ! Exigeons l'abolition de la conscription !

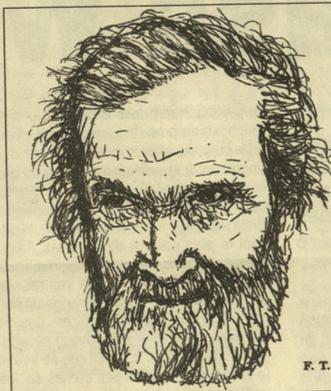
A bas toutes les armées !

Jérôme Varquez
(groupe Albert-Camus de Toulouse)

17 octobre 1961

Pour commémorer le 30^e anniversaire du massacre des travailleurs algériens à Paris, le 17 octobre 1961, l'association « Au nom de la mémoire » organise à Paris :
- un meeting à la Bourse du travail de la rue du Château-d'eau, le 14 octobre, à 18 h 30 ;
- une manifestation du canal Saint-Martin au Rex (départ angle de la rue du Faubourg-du-Temple - quai de Jemmapes), le 17 octobre, à 18 h.

Maurice Laisant disparaît



F. T.

Né en 1909, Maurice Laisant était le petit-fils du mathématicien Charles-Ange Laisant. Il a été secrétaire général de la Fédération anarchiste. En 1977, il est l'un des principaux fondateurs de l'Union des anarchistes et du mensuel le Libertaire. Il est décédé le 29 septembre dernier.

faible partie des mérites de Maurice Laisant. Et rien que ceux-ci, à mes yeux non aveuglés par la peine, auraient dû lui valoir, au moins en France, des témoignages d'estime identiques à ceux prodigués au joueur de jazz d'outre-Atlantique.

Mais que pèsent soixante années de lutte souvent obscure pour la paix, la justice, la vraie liberté comparées au certificat de bonne réputation et de popularité (fondées ou non) octroyé par les médias ?

En luttant avec et pour les exclus, Maurice Laisant savait qu'il s'excluait lui-même de cette reconnaissance souvent outrée que la société dispense à certains, qu'ils soient vivants ou qu'ils soient morts. Mais l'injustice de l'oubli et de l'indifférence n'en est pas moins condamnable et révoltante pour autant.

A cette époque où l'opulence et la réussite seules donnent quelque importance trompeuse à l'homme, il ne fait certes pas bon s'affirmer libertaire, ainsi que l'a fait tout au long de sa vie l'auteur de *La Pilule ou la bombe* (1).

Pourtant l'idée même de ce silence mesquin, qu'il ne pouvait de son vivant manquer de pressentir (il m'avait confié voici quelques mois que l'indifférence et le soulagement sont les seules épithètes que peut attendre un anarchiste de la part de ses adversaires), n'était jamais parvenu à entamer sa détermination et son idéal. Tout au long de ces dernières semaines sur son lit d'hôpital, Maurice n'a pas manqué bien sûr de me renvoyer l'image déprimante de cet avatar qui nous guette toutes et tous. Il cherchait et appelait la mort depuis son entrée à l'hôpital au mois d'août. Et, pareil aux autres amis qui l'ont vu dans son état, je crois pouvoir dire, en ne songeant qu'à lui, en faisant l'effort d'oublier mon chagrin égoïste, que les choses sont mieux depuis quelques heures, depuis qu'il a cessé de se voir mourir immobile et impuissant, incapable d'agir et de rien changer à l'inéluctable.

Je préfère conserver de ce vieil ami anar le souvenir de l'ultime indignation dont il m'a fait part trois jours plus tôt : « Ils ne m'auront rien épargné. »

Et, comme je lui demandais ce qu'il entendait par là, il a ajouté : « Ils ont été jusqu'à oser me demander de quelle religion j'étais. Tu te rends compte ? »

Je lui ai caressé la tête et nous nous sommes souris.

Serge Livrozet

(1) *La Pilule ou la bombe*, éditions du Monde Libertaire, 1976. Epuisé.

« DOUBLE PEINE »

Dernière ligne droite

LA « double peine », c'est ce que subissent des centaines d'étrangers, qui suite à leur condamnation se trouvent expulsés, sans prise en compte de leur situation personnelle et familiale. Pour la plupart, ils résident depuis très longtemps en France, leur famille y vit, leurs frères ou sœurs ont la nationalité française, et ils ne sont, pour certains, jamais retournés dans leur pays d'origine.

C'est pour demander l'amnistie des victimes de la « double peine » et l'abrogation des lois l'instituant, que s'est créé en juin 1990, un comité national à Paris, regroupant les personnes touchées par la « double peine » et les militants soutenant cette lutte.

Le 9 janvier 1989, François Mitterrand déclarait aux Assises nationales sur les nouvelles solidarités : « Ceux qui commettraient la faute, par voie de délinquance, de s'écarter des intérêts de notre pays, doivent subir la loi que subirait tout

Français dans la même situation, mais non point avec une exclusion supplémentaire. » Et, le 11 juillet 1991, Philippe Marchand disait : « La « double peine », c'est fini ».

La Convention européenne des droits de l'homme stipule que soient respectés les droits de l'enfant et le respect des liens familiaux. La France, pourtant signataire de ce texte se retrouve au banc des accusés pour non-respect des textes.

Beaucoup d'ombres

C'est ainsi qu'avec le nouveau projet de loi déposé au Parlement à la session d'automne, elle met sa législation en concordance avec les textes européens. Si celle-ci améliore quelque peu la situation, il reste beaucoup d'ombres, et notamment l'emploi de l'article 26 dit « urgence absolue » pour expulser toute personne du territoire. Celui-ci, prévu a priori pour expulser « des individus dan-

gereux et suspects de troubler l'ordre public », sans que l'on sache très bien d'ailleurs ce que cela signifie, est employé régulièrement aujourd'hui.

Pendant deux mois, une campagne nationale sous le nom « Pour en finir avec la « double peine » » va se dérouler dans toutes les villes de France.

En effet, seule une mobilisation des concernés, de ceux qui luttent pour l'égalité des droits de tous les résidents, de ceux qui combattent les discriminations (en prison, notamment, où les immigrés ne bénéficient pas des mêmes droits que les Français) et qui en ont marre d'entendre parler d'odeurs, de charters ou d'invasion pourra créer un rapport de forces suffisant pour obtenir les meilleures garanties.

Cherokee

Contact : Ceux qui sont intéressés pour s'investir dans la campagne et rejoindre ou créer sur leur ville un collectif contre la « double peine », adressez-vous à Réflex, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

Vienne : provocation fasciste !

Vitres brisées, graffitis racistes dans les classes, mise à l'index des noms d'enfants à consonance maghrébine avec promesse d'une prochaine visite musclée. Cela s'est passé le 29 septembre dernier à l'école maternelle du Coteau-Sainte-Hélène-d'Estressin, un quartier populaire de Vienne.

Face à cette attaque terroriste vis-à-vis d'enfants, désignés comme boucs-émissaires à l'opinion publique, les enseignants de cette maternelle, les parents d'élèves, le PAS (Pour une alternative syndicale) ont pris l'initiative d'appeler à un rassemblement devant cet établissement, le lundi 14 octobre, à 18 h.

Il s'agit de montrer que les menaces racistes et fascistes ne sauraient avoir prise sur le personnel enseignant dans sa volonté d'assurer à chaque enfant les moyens matériels et les conditions psychologiques nécessaires à son épanouissement.

De même, l'assemblée des habitants du quartier démontrera sa détermination à refuser cette logique d'exclusion et de violence. Venez nombreux à ce rassemblement.

Groupe anarchiste de Bourgoin-Jallieu (Isère)

Class War en congrès

« Paix, amour, liberté, fleurs »... Non, ce slogan n'était pas au rendez-vous du congrès international organisé par Class War la semaine dernière à Londres.

Né en plein cœur des années Thatcher, cette organisation qui ne cesse de grimper et de faire parler d'elle tient son franc-parler de la haine et de la rancœur qu'inspire à ses membres l'arrogance obscène de la classe dirigeante britannique qui depuis dix ans s'est attelée à restaurer les valeurs victorienne d'un « âge d'or » qu'on croyait révolu.

Lundi matin 23 septembre le bus sillonne les rues de Londres laissant derrière lui les palais et jardins d'une aristocratie toujours toute puissante quoi qu'en dise la légende démocrate des parlementaristes

sûrs d'eux. (Le prince Charles à lui seul empocherait près de la moitié des loyers de la capitale, et un tiers du sol britannique appartient à la noblesse de sang ou aux entreprises dont ils sont maîtres). Petit à petit, insidieusement, le décors change. Plein est, un peu au nord : Hackney, le district le plus pauvre de Londres. Tags, ruines, squatts, drogue et délinquance, bombages nazis et réponse anti-raciste, l'inverse un peu plus loin, le décor est sordide : pas un car de touristes, pas de groupes de collégiens en voyage pédagogique... et pourtant, c'est ici que se trouve la classe ouvrière loin des clichés sur les enfilades de maisonnettes aux jardinets fleuris, ici personne n'a sou vaillant. En 1979, Margareth Thatcher promettait un retour aux valeurs victorienne, elle a au moins tenu ses promesses (elle) : on est en plein Dickens.

Shoreditch Town Hall accueille « la plus écœurante des conférences » comme l'indique *The Sun* où la « politique de la haine est servie avec du thé et du lait de

soja ». On ne saurait mieux dire : l'atmosphère est des plus fraternelles. On se rencontre, se parle, se retrouve. Ils sont venus des quatre coins du monde pour débattre de la solidarité révolutionnaire internationale, du nouvel "ordre" mondial, de la justification de l'anticapitalisme dans un

« Ils sont venus des quatre coins du pays pour débattre de la solidarité révolutionnaire. »

monde où l'idéologie putréfiée des riches maintient dans la disette un tiers monde spolié de ses biens. Dans le fond de la scène de ce qui fut naguère un théâtre, un drap géant annonce sans détour la couleur : « Notre heure est venue ». Vue de l'esprit, vœu pieu ? Il n'empêche « Tous les moyens leur sont bons pour nous attaquer, nous rendre encore plus pauvres (Poll Tax). Le pouvoir se renforce et

s'affermir toujours plus. Tout leur est bon pour diviser la classe ouvrière, lancer les gens les uns contre les autres en dénigrant leur sexe, leurs races, leur façon de vivre ou leurs préférences sexuelles. L'heure est venue de rendre coup pour coup, de jeter hors de nos quartiers les flics qui provoquent ou font dégénérer les agressions raciales, qui sont plus prompts à ficher les gens qu'à s'occuper réellement de leur sécurité ; la situation est telle qu'elle ne peut être que meilleure sans eux ». Oui, c'est dans les quartiers que le mouvement révolutionnaire peut se développer en redécouvrant l'idée de la Commune. De cela nous sommes convaincus. C'est en développant les liens de solidarité entre les gens qu'on a pu voir des grèves aussi longues et dures que celles des mineurs, des imprimeurs (Wapping) ou des ambulanciers ; quand la population ne laisse pas les grévistes face aux charges policières mais s'investit et combat à leur côté. Même si tous ces mouvements ont été des échecs (à l'exception de la lutte contre la Poll Tax) ils ont au moins eu cet effet bénéfique : ils ont redonné aux gens à la fois une conscience de classe et une certaine confiance. « La classe dirigeante a déclaré la guerre de classe et nous allons la finir. Ne cachons pas aux gens qu'elle sera peut-être terrible, toutes les révolutions sont des horreurs, mais il faut plus que jamais ouvrir les yeux sur ce monde qui se transforme devant nous : l'horreur d'un capitalisme tout puissant sera plus meurtrière encore, de famines organisées en guerres patriotiques manipulées l'humanité s'entre-tue et s'enlise pour le plus grand profit des puissants sans reconnaître que le véritable ennemi n'est pas le voisin de palier (qu'il soit serbe, croate, homo, blanc, islamiste ou infidèle) mais véritablement les

bourgeois et leurs accessoires que sont les flics, les curés, les militaires et les politiciens. »

Langue de bois passiste ? Peut-être, mais les faits sont là : de plus en plus de richesses sont détenues entre de moins en moins de mains, ce qui peut sembler un paradoxe quand on nous rebat les oreilles sur l'air du capitalisme populaire et de la cogestion. Tout ceci n'est qu'illusion véhiculée par des médias qui eux aussi se concentrent entre de moins en moins de mains - les mêmes d'ailleurs - étonnant non ? Certes les capitalistes et leurs notables propets ont beau jeu d'essayer de nous faire croire que « nous sommes tous des nantis », que les classes sociales n'existent plus. Poudre aux yeux que ces bagnoles tapageuses et l'électro-ménager de luxe : l'illusion du crédit facile et ses conséquences (saisies d'huissiers, contrôles et mises sous tutelle étatique des comptes chèques) se font plus douloureuses sans compter que cette « qualité de la vie » nous vient bel et bien d'un pillage organisé qu'il est tellement facile d'oublier en écoutant des disques pour l'Ethiopie.

Si les capitalistes n'ont plus la possibilité d'agiter, menaçants, le sinistre destin de la classe ouvrière dans les pays « communistes », les partis de gauche et les calmants sociaux que sont les centrales syndicales n'ont plus, non plus, de quoi nous faire rêver en nous faisant miroiter un avenir meilleur et les soleils radieux qu'ils n'auraient pas manqué d'allumer pour nous... C'est pour cela que notre heure est venue. L'heure de prendre en main nos luttes et nos désirs. Le tout est de bien vouloir se donner la peine d'arrêter de philosopher et enfin d'agir. Maintenant « Just do it ».

Vincent

BELGIQUE

Le samedi 12 octobre 1991, à 18 heures, aux Halles de Schaerbeek (rue Royale-Sainte-Marie), 1030 Bruxelles « Pour en finir avec l'âge des casernes » Soirée antimilitariste

18 heures

Cinéma :

- *May-la-Réfractaire*.

Militante anarchiste, féministe et antimilitariste française, May Piquery se raconte devant la caméra de Bernard Baissat (un film projeté avec l'aide de Libération Films) ;

- *Le Mouton*.

Un super huit explosif de cinq minutes, réalisé par Suzanne de Pues.

20 heures

Débat : « Résister dès aujourd'hui à la servitude militaire ».

Ce débat sera animé par Babar (Alternative libertaire) avec :

- Hadelin De Beer, objecteur ayant pratiqué l'auto-affectation ;

- Vincent Decroly, objecteur, écolo, animateur des Euro-tours ;

- Thierry Maricourt, insoumis et écrivain ;

- un objecteur flamand du Forum voor Vredeaktie, association qui pratique l'auto-réduction du temps du service civil ;

- Daniel De Beer, objecteur et juriste, qui analysera les problèmes de milice (service national belge) liés à l'acquisition de la nationalité belge ;

- Bruno Coppieters de l'Institut de polémologie de la VUB comparera les motivations des objecteurs à l'Est et à l'Ouest ;

- Patrick Le Tréhondat évoquera les formes de résistance pendant la guerre du Golfe à l'intérieur des armées ;

- Veronica Kelly, militante antimilitariste, expliquera pourquoi les femmes militent en faveur de l'objection de conscience ;

- Jérôme, militant de la Fédération anarchiste française, parlera de son engagement contre toutes les armées.

22 heures

Éclat de rire vaut mieux qu'éclat d'obus avec les sketches de Dieudonné Kabongo et Mirko Popovic.

22 heures 30

Rock avec les Stu'Kats

(dansez avec le groupe italo-carolo et ses textes acides)

Toute la soirée dans le bar des Halles :

- retransmission en direct sur les ondes de Radio-Air-Libre ;

- librairie antimilitariste et stands d'associations ;

- animation spéciale sur la Yougoslavie avec des rencontres surprises.

Venez nombreux pour faire de cette soirée un succès, la première étape réussie vers une campagne nationale pour une Belgique sans armée !

Pour en savoir plus et aider à la promotion de la soirée contactez le mensuel *Alternative libertaire*, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles. Tél. : 02/736.27.76, ou le groupe anarchiste bruxellois, Yapatchev, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles.

En vue d'un renforcement des liens antimilitariste et anarchiste franco-belges, le groupe *Humeurs Noires* de la Fédération anarchiste organise un départ groupé à partir de Lille. Rendez-vous, donc, le 12 octobre, à 15 h devant la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet, Lille.

THEME DE DEBAT LORS DU CONGRES DE CLASS WAR

Combattre le pouvoir dans l'Europe de 92

1992 constitue en fait un accord formel et constitutionnel pour permettre à l'Europe d'être compétitive face aux Etats-Unis et au Japon. Mais de quelle Europe s'agit-il ? 1992 est préparé par et pour les patrons, pas pour la classe ouvrière. La nouvelle situation va permettre l'exploitation ouvrière à l'échelle européenne, les immigrants seront vus comme des ennemis. En Espagne, des barrières électriques sont déjà installées pour stopper l'« invasion » nord-africaine et les consignes des gardes frontières sont de tirer pour tuer. Le système d'identification et de contrôle des individus est en train de s'étendre à l'échelle du continent. C'est la face cachée de 1992.

Un des effets qui se fait déjà sentir est la montée du nationalisme et du fascisme ; une fois de plus, la classe ouvrière se divise sur un terrain et des intérêts qui ne sont pas les siens à la grande satisfaction des gouvernants qui de tout temps ont toujours su diviser pour régner. Il ne faut pas croire que parce qu'on abolit les frontières tracées au cours du dernier millénaire à coups de sabre et de sang, les antagonismes vont tomber. On nous en montrera d'autres et comme d'habitude, nous nous identifierons à ce à quoi l'on voudra bien que nous nous identifions. C'est débile mais ça marche à tous coups.

C'est pourquoi en tant que révolutionnaires, nous avons besoin de nous organiser internationalement tout comme nos ennemis les patrons et les flics se sont déjà organisés depuis fort longtemps. Et à ce sujet, 1992 est une bonne occasion de renforcer (ou de construire) un mouvement continental et l'ouverture des frontières pourrait bien être bénéfique au mouvement révolutionnaire même si tout dans la construction européenne a été conçu de façon à satisfaire les besoins du capitalisme plutôt que les nôtres. Le tout étant de choisir clairement son camp.

Tout sera pourtant plus dur après l'unification, en particulier nombre d'acquis sociaux seront remis en questions, l'unité se faisant vers le pire (droits syndicaux, droits des femmes, des retraités et des chômeurs, le smic et les assédic, l'avortement, la sexualité (majorité sexuelle/situation des gays et lesbiennes)... La mobilité du capital est synonyme de malléabilité de la force de travail. Plaçons nos marques dès aujourd'hui.

V.

ROUMANIE

Le retour des mineurs (II)

Décidément, le cours récent de l'histoire roumaine nous réserve bien des surprises. Même ceux pour qui le caractère fascinant de l'intervention musclée des mineurs en juin 1990 ne semblait pas faire de doute pourraient aujourd'hui être quelque peu tentés de saluer la charge anarchisante des actions et du comportement de ces mêmes mineurs lors de leur retour, en cette fin de septembre, à Bucarest.

En effet, on cherchera en vain dans les autres composantes de l'ancien bloc socialiste l'équivalent d'une remise en question aussi directe, radicale et brutale de l'establishment politique et économique postcommuniste, remise en question favorisée, c'est vrai, par la confusion des repères politiques qui caractérise ce pays et par la faiblesse des mécanismes institutionnels susceptibles de canaliser le mécontentement social. Autant donc essayer de faire le point sur l'évolution de l'attitude des mineurs, sa signification sociale et son impact politique.

Voir dans les mineurs de simples pantins manœuvrés par les fractions concurrentes du pouvoir en place et, accessoirement, récupérés par l'opposition, ou encore en faire respectivement des héros et des anti-héros de la classe ouvrière, du socialisme ou du libéralisme, se serait aller vite en besogne. Paradoxes, sophismes et clichés en tous genres, les médias et les experts occidentaux et roumains ont allègrement puisé dans ces deux registres. Voici deux exemples parmi beaucoup d'autres.

« Les mineurs sont manipulables », écrit Jean-Baptiste Naudet dans son article intitulé « Enigmes roumaines » publié dans le Monde du vendredi 4 octobre. On aura beau lire et relire les récents faits et gestes, supposés bourrés de signification, des hommes clés du pouvoir roumain passés en revue par le correspondant en Roumanie du Monde et de l'Express, la

réponse à la question de savoir par qui et pourquoi ont été manipulés les mineurs est pour le moins confuse. Le journaliste se contente de rapporter les rumeurs circulant sur la question à Bucarest dans les milieux bien informés. Les mineurs ont été « manipulés », nous dit-on dans le même paragraphe, pour éliminer politiquement Petre Roman et mieux relancer, lors des prochaines élections, Petre Roman et le

« On cherchera en vain dans les autres composantes de l'ancien bloc socialiste l'équivalent d'une remise en question aussi directe... »

FSN, empêtrés dans la crise économique. Et l'auteur de l'article ne cherche ni à prendre ses distances ni à s'attarder sur la contradiction qu'il vient d'énoncer.

Les éditorialistes et les reporters des quotidiens parus à Bucarest le samedi 29 septembre, au lendemain du départ des mineurs, étaient eux aussi à l'affût de détails et d'arguments illustrant les éventuels complots dont les mineurs auraient été la main ouvrière. Mais leur principal souci était de qualifier, selon l'orientation de leurs journaux, la nouvelle action, inattendue, des mineurs. *Romania libera*, qui avait mené campagne pendant des mois

pour la traduction en justice des mineurs responsables des méfaits de juin 1990, procède à une réhabilitation en bonne et due forme de ces mêmes mineurs et salue les retrouvailles des mineurs avec leurs anciennes victimes. *Adevarul*, qui en juin 1990 glorifiait, au nom de l'ordre, le matraquage des contestataires et des passants imprudents par les mineurs, traite désormais ces derniers de minables, de pauvres gens faisant honte à leurs familles, à leur région, à la patrie. « Aujourd'hui, la Roumanie aurait pu être un royaume. Mais, pour l'instant, elle n'est qu'un royaume de l'anarchie », titre de manière bien énigmatique la « une » de ce quotidien résolument antimarchiste. Et, toujours à la une, dans un encadré bien en vue, la rédaction de ce quotidien, qui s'est toujours illustré par ses colonnes contre les partisans réels ou supposés du libéralisme pro-occidental, déplore en termes pathétiques le départ précipité de la délégation de la Banque mondiale dont l'un des membres fut molesté par les mineurs.

« Il flotte des relents de manipulation », nous avertit le journaliste du *Point* (28 septembre). En effet, le peu de résistance rencontré par les mineurs sur leur chemin et devant le siège du gouvernement, le fait qu'ils ne se soient attaqués que tardivement au palais du président ou les déclarations successives contradictoires de Miron Cosma, le dirigeant du syndicat des mineurs, soulèvent bien des interrogations, et l'enquête en cours menée par la presse indépendante roumaine ne manquera de fournir des éléments de réponse, comme elle l'a fait à la suite des événements de juin 1990. Mais s'en tenir aux spéculations alimentées par ces interrogations c'est occulter délibérément la signification sociale de l'événement sous prétexte qu'il aurait bénéficié de coups de pouce

extérieurs et que certaines fractions politiques ne manqueraient d'en tirer profit.

C'est la quatrième fois que les mineurs se rendent à Bucarest et l'histoire récente de ce secteur particulier (en raison de son ancienneté, de ses traditions d'organisation corporatiste et syndicale, de sa combativité et de son prestige dû autant à son poids dans l'économie nationale qu'aux conditions pénibles de travail) n'est pas faite de simples répétitions. La première et la deuxième fois (au lendemain de la chute de Ceausescu, pour traquer les « terroristes » puis fin janvier pour soutenir le nouveau pouvoir « révolutionnaire » dont la légitimité commençait à être contestée

« Garde prétorienne qui s'est retournée contre son chef et protecteur suprême, avant-garde autoproclamée et conscience... »

dans la rue de Bucarest) ils ont été mobilisés, au même titre que les ouvriers d'autres secteurs, dans le cadre des anciens réseaux syndicaux dont les « activistes » opéraient, avec une rapidité et une efficacité déconcertante, la reconversion. Ce qui frappe en juin 1990, lors de la troisième incursion, c'est autant l'ampleur de la mobilisation des mineurs que le fait qu'elle ait été consécutive à un échec cuisant dans la mobilisation d'autres secteurs ouvriers, notamment ceux des grandes entreprises de Bucarest et des alentours. Pour comprendre le tournant que marque leur quatrième arrivée à Bucarest, il est indispensable de prendre en considération l'histoire « en continu » de ces mineurs soumis à d'énormes pressions médiatiques par le pouvoir (qui saura interpellé habilement leurs réflexes conservateurs et leur naïveté ouvriériste) et les leçons qu'ils n'ont pas manqué de tirer collectivement de leurs incursions précédentes. En les faisant venir à Bucarest, le président Iliescu leur avait confié une mission privilégiée sans précédent, en les métamorphosant à la fois en une sorte de garde prétorienne du pouvoir et en porteurs de la conscience de

classe des ouvriers roumains dans son ensemble. Or cette noble mission n'a pas manqué de se révéler, dès le lendemain de leur retour, conjoncturelle. En effet, les conséquences de la politique menée depuis cette date par le gouvernement du Premier ministre Petre Roman (nommé par le président Iliescu) se sont révélées dramatiques pour l'ensemble de la population dont d'importants secteurs avaient voté pour le Front et conspué les partis d'opposition et les groupes contestataires afin justement d'éviter ces conséquences. Tout au long du second semestre 1990 et au début de cette année, les grèves économiques souvent à caractère ouvertement politique (exigeant la démission de Roman et d'Iliescu) se sont multipliées. Mais elles n'ont pas débouché sur la grève générale tant attendue, en raison de la désunion syndicale (dont les principales centrales, certaines liées au Front, d'autres à l'opposition, préféraient négocier au coup par coup avec le pouvoir, en capitalisant ainsi à leur profit le mécontentement de la base) et de la faible implantation de l'opposition (dont les composantes les plus « sérieuses » dénonçaient avec un sérieux déconcertant les effets néfastes du libéralisme économique prôné par le gouvernement).

C'est dans ce contexte de mécontentement général que s'est opéré le retour des mineurs sur la capitale, fin de septembre. Garde prétorienne qui s'est retournée contre son chef et protecteur suprême, avant-garde autoproclamée et conscience, forcément douteuse, en raison de ses exactions antérieures, d'une classe ouvrière à la dérive, les mineurs sont loin de faire l'unanimité en Roumanie. Si les mineurs se sont retrouvés du même côté des barricades que leurs anciens adversaires anti-communistes, les ouvriers des grandes entreprises bucarestoises n'étaient pas au rendez-vous (pas plus qu'en juin 1990), tandis que l'accueil de la population, encore traumatisée par les violences de juin 1990, fut mitigé.

C'est ce qui limite la portée de l'action spectaculaire des mineurs sans modifier pour autant sa signification sociale : le nouveau cours économique (libéral à outrance, générateur d'inégalités criardes) et politique (élitiste et autoritaire, malgré la devanure démocratique) n'a pas de beaux jours devant lui dans un pays comme la Roumanie. Les dirigeants roumains l'ont sans doute compris, comme le prouve à sa façon la déclaration inattendue de Virgil Magureanu, le chef du SRI (l'ancienne Securitate), attribuant les causes du retour des mineurs sur Bucarest à la hausse des prix, au mécontentement social réel, aux problèmes sociaux graves. En politiques avertis, les anciens pontes de l'appareil communiste fraîchement reconvertis, savent coller à la réalité lorsqu'ils risquent d'en perdre le contrôle. Leur marge de manœuvre tant sur le plan intérieur qu'international est, cependant, désormais limitée, comme le prouve la nomination de Teodor Stolojan, partisan d'un rythme de réformes encore plus accéléré, comme successeur de Petre Roman. Vraisemblablement, ils seront de plus en plus acculés à des tours de passe-passe.

Un exemple significatif : dans la même déclaration, Virgil Magureanu précise qu'il était en contact permanent avec le leader des mineurs, Miron Cosma, et parfaitement au courant des problèmes de la vallée de Jiu... Certains n'ont pas manqué de voir dans cette déclaration l'aveu d'une manipulation. Pour ma part, je pense que c'était justement le but recherché par le chef du SRI dont le message me paraît clair : oui, il y a mécontentement, nous le savons et nous le contrôlons. Histoire de minimiser l'événement, en insinuant sa manipulation...

Avis donc aux amateurs de la théorie de la manipulation.

Nicolas Trifon

YOUGOSLAVIE

L'Armée « populaire » contre le peuple

Loin d'amener la paix, les accords de cessez-le-feu ont jusqu'à présent été autant de prétextes à une recrudescence des combats « pour renforcer les positions » au cas où il y aurait effectivement cessez-le-feu. Ceci est particulièrement évident pour ce qui est de l'attitude de l'armée, dite fédérale, qui dès les signatures des cessez-le-feu lance régulièrement des attaques aériennes jusque sur la capitale de la Croatie, Zagreb. L'offensive de cette armée « yougoslave » a pris toujours plus d'ampleur durant la semaine passée, étendant sans cesse la zone des combats, portant la guerre dans des villes jusque-là épargnées et choisies en fonction de leur vulnérabilité et de leur intérêt stratégique.

Le cessez-le-feu signé, vendredi 4 octobre à La Haya, a été le plus meurtrier. Un degré de plus a été franchi dans l'escalade. A la mobilisation partielle décrétée par la Serbie et l'armée après leur coup d'Etat au sein de la présidence fédérale, la Croatie a répondu en décrétant également la mobilisation pour faire face à une offensive générale de l'armée. Une offensive destinée à prendre le maximum de territoires avant une éventuelle reconnaissance de la Croatie (qui devait proclamer son indépendance le 7 octobre, date de l'échéance du moratoire décidé lors des accords de Brioni) et occuper les meilleures positions possibles avant l'hiver, saison toujours néfaste aux armées d'occupation.

L'Armée populaire yougoslave invoque plusieurs justifications à son action : défendre les Serbes de Croatie, sauver la Yougoslavie, « socialiste », et empêcher les conflits interethniques. Que ces prétextes aient cédé la place à celui de libérer les casernes est suffisamment significatif. Le génocide que l'armée voudrait empêcher est désormais désigné par les généraux comme un « génocide contre les militaires » (sic).

Loin de sauver la Yougoslavie et de combattre les nationalismes, l'armée est devenue l'instrument du plus dangereux d'entre eux, le nationalisme serbe, celui de la nation dominante, exacerbé depuis quatre ans par

le populiste fascinant Slobodan Milosevic, chef du Parti communiste de Serbie. (L'encadrement est d'ailleurs aujourd'hui presque exclusivement serbe). A moins que ce ne soit le nationalisme serbe qui soit utilisé par cette caste hyper-privilegiée des officiers de l'armée « populaire » pour prendre le pouvoir absolu, sauver leurs privilèges en faisant échec à la dépolitisation de l'armée, ce qui équivaudrait à une démilitarisation de la société (1).

Loin d'empêcher les conflits interethniques, l'armée n'a œuvré qu'à les exacerber, poussant la minorité serbe de Croatie à se soulever contre un pouvoir qui matérielle-

ment n'a pas eu le temps de les opprimer réellement, même s'il l'avait voulu. Armant la population serbe, elle a tout fait pour empêcher tout débat politique sur ses problèmes. Bombardant les villes, terrorisant la population civile, l'armée s'est ensuite employée à développer un ressentiment antiserbe parmi les Croates, et aujourd'hui parmi les Musulmans (2). Alors qu'en ce qui concerne les Albanais, c'est chose faite depuis quelques années.

Ainsi, aujourd'hui, cette armée menace ouvertement la population civile d'une des nations qu'elle est censée défendre, et qui l'a grassement nourrie pendant 46 ans. Et elle ne se contente pas de menaces, détruisant systématiquement toutes les infrastructures industrielles, touristiques, routières... de la Croatie ; bombardant sans relâche les villes, en visant particulièrement les hôpitaux ; utilisant à l'envie bombes à fragmentation, napalm et balles explosives. Les monuments historiques sont aussi visés, l'attaque de Dubrovnik est à ce titre exemplaire. Véritable acte de terrorisme, destiné à frapper les esprits... le général Raseta disant savoir parfaitement ce que représente Dubrovnik pour tout citoyen yougoslave. Il s'agit donc de bien mettre dans la tête de tout Yougoslave que la guerre est un processus irréversible, un tourbillon auquel personne ne pourra échapper et où rien ne sera épargné. Mais, ce tour-

billon peut aussi balayer les criminels de guerre dont le dernier coup d'Etat a peut-être été un de trop.

Bien sûr, il ne faut pas négliger la responsabilité des nationalistes croates, slovènes et autres, mais outre le fait qu'ils soient en partie des sous-produits du nationalisme serbe, leur responsabilité directe, concrète, dans cette guerre est de toute évidence moindre que celle des généraux qui ont lancé aviation, marine et artillerie à l'assaut d'une république pratiquement désarmée. La culpabilité des dirigeants croates réside surtout dans leur amateurisme, leur courte vue, leur naïveté vis-à-vis des promesses occidentales et leur enthousiasme à relever toutes les provocations de l'armée, sans penser à ce que tout cela pouvait coûter à leur population. Cette guerre qui leur permet de mieux embrigader et contrôler la population, en mettant la main sur tout l'appareil de défense, sert aussi leurs propres intérêts.

Groupe libertaire yougoslave de Paris, Kamov

(1) Aussitôt après avoir dissout l'organisation du Parti communiste dans l'armée, les généraux créent un Parti communiste - Mouvement pour la Yougoslavie, dont les membres étaient pratiquement tous militaires.

(2) Les Musulmans constituent une des nations yougoslaves, nation installée principalement en Bosnie-Herzégovine, où elle est la plus nombreuse. N.B. : contactez le groupe Kamov au 145, rue Amélie, 75011 Paris.

ASSOCIATIONS

A qui profite la loi ?

DURANT l'été 1991, le gouvernement a fait adopter une loi, qui, à première vue, peut paraître intéressante aux militants associatifs que nous sommes : elle institue un congé de représentation pour les militants associatifs et mutualistes (loi n° 91-772 du 7 août 1991, J.O. du 10/08/91).

Cette reconnaissance des militants bénévoles, de leurs expériences et de leurs responsabilités pourrait concerner 18 000 animateurs.

Qui en serait bénéficiaire ?

Tout salarié membre d'une association déclarée, selon les modalités de la loi du 1er juillet 1901 ou d'une mutuelle, au sens du code de la mutualité, à condition qu'il soit désigné pour siéger dans une instance, consultative ou non, instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une autorité de l'Etat, à l'échelon national, régional ou départemental. Un arrêté fixera les instances concernées et une liste des associations visées a déjà été publiée (rapport Béquet, Assemblée nationale, n° 1955).

Ce congé consiste en :

- une durée de 9 jours ouvrables par an, assimilés à une période de travail effectif pour les congés payés et l'ensemble des droits du salarié ;
- une rémunération : l'employeur n'est

pas tenu de payer son salaire au militant absent ; une indemnité forfaitaire, versée par l'Etat, compensera - totalement ou partiellement - la perte de salaire ;

- l'employeur ne peut refuser cette absence, sauf s'il estime que cela sera préjudiciable à l'entreprise ; des règles prévoient le nombre de salariés par entreprise qui pourront bénéficier de ce congé en même temps ;
- les bénéficiaires de ce congé auront droit à la protection sociale prévue en cas d'accident de travail ou de trajet.

Contenu et commentaires

A première vue, cette loi peut paraître alléchante, mais la première question qui m'est venue concerne la date de sa publication : le gouvernement aurait voulu que cette loi passe inaperçue qu'on ne l'aurait pas promulguée à une autre date !

Certaines dispositions montrent l'esprit qui a prévalu à son adoption : pourquoi limiter ce congé à la participation à des instances étatiques ?

Certaines de ces instances ne sont même pas prévues : par exemple, le CSA pour les radio libres ! Le gouvernement semble ignorer tout le travail d'animation et d'organisation que suppose le fonctionnement d'une association qui se veut

démocratique : préparation d'assemblées générales régulières, comptes-rendus... Il s'agit sans doute de trier les « bonnes » associations des « mauvaises ». Il s'agit peut-être d'intégrer quelques militants à la bureaucratie étatique. Il n'est pas innocent que ce soit le secrétaire d'Etat à l'intégration qui ait été chargé de défendre ce texte en deuxième lecture !

Le poids de l'employeur dans la possibilité ou non de s'absenter est tel que rares seront les personnes qui pourront se libérer ce temps-là : quelle protection contre un licenciement si l'activité de l'association déplaît au patron ? On peut facilement imaginer un militant écolo qui participe pour son association au Conseil supérieur de protection de la nature et dont les prises de position déplaisent à l'industriel du coin ou si l'accès à certaines informations lui permettent de montrer les responsabilités lors d'un accident polluant...

Décidément, les « bonnes actions » de l'Etat n'en sont pas et cet exemple ne peut que nous conforter dans notre méfiance à son égard. Il serait sans doute assez cocasse de lui demander - toutes et tous - ce congé pour les nombreuses associations auxquelles nous participons !

Rose Paradis

Nouvelles du front

PROCES D'INSOUMIS

Un pétition à l'initiative du Collectif des objecteurs tarnais circule actuellement pour soulever les cas de Pierre Serres et François Wargnies, insoumis au Service national. Le mardi 15 octobre, à 8 h, au tribunal de Toulouse, ce sera le cinquième procès pour Pierre Serres, qui a été condamné à un an de prison ferme en juin 1989, puis amnistié en juillet de la même année.

Le second, condamné en juillet 1991 à six mois de prison avec sursis et au retrait du statut d'objecteur, passera devant la Cour d'Appel de Toulouse, le 5 décembre, à 8 h. Tous deux ont refusé d'accomplir leur service national et demandent, par leur acte d'insoumission, un réel débat démocratique sur la défense nationale.

Dans la région toulousaine, d'autres insoumis sont susceptibles de passer prochainement en procès : Dominique Delpoux, Philippe Laricq, Bruno Bonnefoy, objecteur de conscience toulousain, qui a déserté le service civil au bout d'un an et qui avait été condamné à six mois de prison avec sursis, vient d'être convoqué au tribunal de Toulouse sur appel du procureur général, pour le 15 novembre 1991.

Au niveau national, une centaine de procédures ont été engagées contre des réfractaires à l'armée.

C'est la plus grande vague de répression systématique depuis le vote de la loi sur l'objection de conscience en 1963. Elle intervient au moment où la durée du service national va être réduite, ce qui ne le rendra ni plus utile ni plus crédible ni plus égalitaire ni plus attractif aux yeux des jeunes français. Elle intervient aussi au moment où, de Bagdad à Kinshasa, le sang coule encore sous les pas de l'armée française, au nom de causes douteuses.

Selon le dernier rapport d'Amnesty International, plus de 500 insoumis sont emprisonnés en France.

Nous nous déclarons solidaires de tous les réfractaires à l'armée et demandons l'arrêt immédiat des poursuites à leur encontre.

Un procès ça coûte cher. Si vous souhaitez apporter votre soutien à la cause des insoumis libérez vos chèques à l'ordre de APEL (mention « insoumis » au dos) et adressez-les au COT, BP 229, 81006 Albi cedex. Infos procès : répondeur : 63.38.39.55 ou MINITEL : 36 15 MOC.

« JUSTICE »

Le mot de la « faim » contre le silence d'un avocat

Actuellement incarcéré à la Santé, M. Michel Kitoskis commençait une grève de la faim, le jeudi 19 septembre. Ainsi espère-t-il, d'une part, être entendu par l'avocat qui a trahi sa confiance, Maître Thuilland, et par là recouvrer ses droits et faire indemniser son épouse ; d'autre part, il désire attirer l'attention politique et publique sur les failles béantes du droit de défense juridique en France, en particulier quant aux possibilités de recours contre son propre avocat. Fil des événements...

LES faits datent de 1977, alors que les époux Kitoskis prennent en location à Paris, avec droit de préemption d'achat, un appartement avec ses annexes, dont un logement, devenu libre suite à un décès. Le bailleur n'avait pas prévu que les époux Kitoskis découvrent, rapidement, que cet appartement et toutes ses annexes constituaient un élément de l'actif d'une succession régie par testament. Or ce dernier consentait en sous-location le logement annexe.

S'ensuit un contentieux clôturé par le jugement du 23 août 1977, qui condamne le bailleur à remettre les clés sous astreinte de

100 F par jour de retard à compter de la décision. Pour faire échec à l'exécution de ce jugement, le bailleur conçoit alors le plan de faire croire que les époux Kitoskis n'avaient pas réglé leur loyer aux échéances contractuelles, et par là, d'obtenir la résiliation du bail. Il obtient la complicité de Maître Thuilland, avocat des époux Kitoskis, afin que celui-ci dissimule les quittances de loyer en sa possession. Le Tribunal d'instance prononcera, alors, l'expulsion des époux Kitoskis, le 28 novembre 1978. Maître Thuilland, pour se justifier, prétend aux époux Kitoskis que le juge était partial et qu'il faut faire appel du jugement.

La procédure d'appel dure dix ans ; et au bout du compte, le 15 septembre 1988, la Cour d'Appel de Paris confirme le jugement ! A nouveau, l'avocat prétend que la décision est inexplicable et incite les époux Kitoskis à se pourvoir en cassation. Comme l'application du droit - sur laquelle seule la Cour de cassation statue - n'est sujette à aucun vice, le pourvoi est rejeté, le 3 octobre 1990. Toutefois, la Cour de Cassation révèle l'existence des quittances de loyer, tout en précisant qu'elles n'ont été produites ni au Tribunal d'Instance ni à la Cour d'Appel. C'est dire que par cette motivation, la Cour de cassation met en cause l'avocat des époux Kitoskis.

La pression est mise

Somme toute : en première instance comme en appel, les époux Kitoskis n'avaient aucun moyen de contrôle sur la constitution du dossier remis par l'avocat aux magistrats ; la Cour de Cassation, quant à elle, était incompétente pour juger des erreurs commises par l'avocat et rétablir les faits ; de plus, les époux Kitoskis n'ont aucun droit légal à demander la révision du procès, étant donné que les causes d'ouvertures à une révision excluent la faute volontaire ou involontaire commise par l'avocat au préjudice de son client. Autant dire qu'il ne reste plus à M. Kitoskis, afin d'obtenir justice et réparation du préjudice, qu'à exercer une pression morale et politique sur son ancien avocat, Maître Thuilland. D'où la grève de la faim comme moyen immédiat... Car M. Kitoskis n'entend pas - on le comprend - attendre les 14 ans éventuellement nécessaires à une action juridique contre son propre avocat.

Sont déjà informés de sa grève l'avocat silencieux, Maître Thuilland, les magistrats de la Cour d'Appel qui ont rendu l'arrêt, le

Procureur général, chargé de la discipline des avocats, le bâtonnier du barreau de Paris, le ministre de la Justice, le Président de la République, ainsi que de nombreux politiciens parmi les plus en vue !

Si l'on porte un second regard, plus général, sur ces faits, on en déduit que d'importantes failles lézardent les droits de la défense du justiciable, en particulier quand celui-ci est trahi par un avocat paresseux, acheté ou motivé par ses ambitions personnelles, financières ou politiques.

L'avocat devrait être le garant, pour toutes les parties au procès de l'indépendance de la magistrature, du respect des règles de la procédure, de la continuité de la jurisprudence, de la défense des intérêts de son client dans le respect de la loi. Au procès, en principe, l'avocat propose dans l'intérêt de son client les moyens et le juge arbitre, après avoir reçu les observations du procureur et de l'avocat de l'autre partie.

Mais en fait, telle n'est pas la situation. L'avocat ne remplit que très partiellement sa tâche. Et parfois même, il se laisse acheter par la partie adverse. Or le client n'a quasiment pas de recours réel contre les agissements de son avocat, qui bénéficie d'une protection quasi absolue du Conseil de l'Ordre, dont il dépend disciplinairement.

C'est pourquoi, il est nécessaire que l'avocat soit l'égal de son client devant la loi, que tous les privilèges dont il bénéficie de droit ou de fait soient abolis, et notamment que le juge de droit commun redevienne son juge naturel. Il est indispensable que l'avocat ne bénéficie plus d'une certaine immunité de droit et de fait ; de nombreuses infractions ne sont perpétrées que du fait de l'avocat ; dans de nombreux cas, l'avocat est le recelleur direct ou indirect de son client.

Pour remédier à cet état de fait, quelques réformes sont nécessaires, d'autant plus qu'en 200 ans d'existence les divers Codes

n'ont pas toujours évolué en faveur du droit de défense des justiciables.

Une première réforme doit abolir les privilèges et immunités édictés par la loi de 1972 en faveur des professions juridiques, judiciaires et de conseil.

Les réformes à mettre en place

Une seconde réforme doit contraindre l'avocat : 1) à dénoncer toute intervention qui aurait pour conséquence de faire obstacle à l'indépendance de la justice ; 2) à produire toutes les pièces au débat d'un procès, sans en retenir aucune, même dans l'intérêt de son client ; 3) à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la défense des intérêts de son client. Le juge doit alors soulever d'office tous moyens favorables aux parties, même ceux qui n'ont pas été invoqués par l'avocat ; et à cette occasion, il pourrait sanctionner d'office l'avocat négligent et le contraindre à restituer les honoraires perçus, voire à dédommager son client.

Une troisième réforme, enfin, toucherait aux honoraires perçus par les avocats. Jusqu'aujourd'hui, ceux-ci sont fixés arbitrairement, indépendamment des résultats obtenus, sans considération des moyens réellement mis en œuvre dans l'intérêt du mandant. Quant à l'avocat d'office, il n'existe bien souvent que pour percevoir sa commission, tout en restant inaccessible au justiciable dont il a la charge. Face à cette situation, la réforme pourrait décomposer les honoraires de l'avocat en trois parties : assistance, moyens mis en œuvre, résultats.

Renaud Pleyral

N.B. : si vous désirez manifester votre solidarité, si vous êtes prêts à apporter votre soutien (par des articles dans la presse, une distribution de tracts, un comité de soutien ou une manifestation, vous pouvez appeler Mme Kitoskis au : 40.54.80.79 (entre 8 h et 10 h 30 et entre 18 h et 20 h)

Associations

RENCONTRES DU GAS

Le Groupe Accueil et Solidarité (GAS) organise, samedi 12 et dimanche 13 octobre, de 14 h 30 à 18 h 30 : une brocante annuelle ; une rencontre amicale entre les gens d'ici et les réfugiés de toutes origines et une réunion d'information (samedi 12, à 18 h 30) avec Robert de Monvalon sur le thème « Droit d'asile et développement ».

Foyer de Grenelle, 17, rue de l'Avre, 75015 Paris.

2^e UNION REGIONALE CNT

Après sa première réunion d'introduction, du 22 septembre, sur « La question syndicale aujourd'hui », la 2^e Union régionale CNT propose une seconde causerie sur le thème « Analyse de la crise du syndicalisme ». Cette causerie se tiendra le dimanche 13 octobre, à 15 h, au 39, rue de la Tour-d'Auvergne (M^o Pigalle ou Le Pelletier), 75009 Paris.

2^e Union régionale CNT, BP 4, 75421 Paris cedex 09. Tél. : (1) 48.78.78.64.

Ciné sélection

« Barton Fink »



Les festivals de Cannes se suivent mais ne se ressemblent pas. Les palmes d'or font souvent grincer des dents par leur flagrante injustice. En 1990, avec un film raté et d'une violence vulgaire et gratuite, David Lynch nous contait les aventures de Sailor et Lula. En 1991, encore un prix pour un film américain ; on a pu parler de complot même avant d'avoir vu le film : *Barton Fink*. La dernière production indépendante des déjà célèbres frères Coen est à la hauteur de la distinction, et même au-delà.

Comme beaucoup de créateurs indépendants, après une période riche de films faits en dehors des majors compagnies, les frères Coen arrivent aux portes du paradis : Hollywood, comme Barton Fink, leur héros.

Magistralement interprété par John Turturro, Barton Fink est un auteur de théâtre d'agit-prop. Tout auréolé de gloire new-yorkaise, il est engagé par une major company comme scénariste de série B.

Sorti des coulisses du théâtre (envers d'un décor), il est projeté dans un univers surréel : le huit-clos machiavélique de l'hôtel Earle peut commencer, en alternance avec des scènes d'extérieur, qui rythment cette progression de simili-rêve en pseudo-cauchemar.

L'art des frères Coen réside à l'évidence dans la richesse baroque de ce scénario à tiroirs. Une trame simple sur laquelle se greffent autant d'histoire que de personnages, dans une alternance de tons : du rire au fantastique. Subtilement dosé, le burlesque vient nous sortir, momentanément, du malaise que crée le fantastique, mais pour mieux, ensuite, nous déstabiliser et nous engoncer dans le monde paranoïaque de Barton Fink. Un réel à la logique inflexible. Un monde où tout a son importance : les objets, les personnages, les lieux. Qu'il s'agisse du papier peint dégoulinant, du moustique assassin, des chaussures surréalistes (à qui appartiennent-elles ?), les objets sont investis, au même titre que les personnages, d'un pouvoir dramatique, comme chez Hitchcock.

Sous le regard de Barton Fink, chaque personnage revêt successivement une multiplicité de rôles, évidence explicite pour l'un d'entre eux (interprété par John Goodman) qui est atteint de schizophrénie.

Les lieux symboliques dans lesquels nous suivons le héros sont des décors caricaturaux où évoluent ces personnages : bureau ministériel du producteur-nabab, couloirs d'hôtels aux portes closes comme dans *Shining*.

Les clins d'œil cinématographiques des frères Coen ne s'arrêtent pas là : la scène de la douche de *Psychose* devient celle du dépeçage (?) du héros ; la bande son et l'humour rappellent Jacques Tati...

Cependant, l'humour des frères Coen s'exprime aussi sous d'autres formes, dont la meilleure veine est sans doute l'humour juif ; la caricature volontaire des personnages ne tombe jamais dans la trivialité, et déclenche un rire libérateur.

Mais c'est dans le jeu sur les mots que réside la grande subtilité du scénario : *Barton Fink* (ou peut-être *Think ou Thing ?*) frappe sur son inévitable underwood des mots, dont les lettres se désolidarisent, pour avoir leur propre existence. Cette panne de sens livre à la page blanche le héros, qui plonge parallèlement dans un réel incompréhensible, jusqu'à l'absence.

En effet, l'histoire de Barton Fink s'apparente à Lewis Carroll dans une fulgurante traversée des apparences. Depuis les coulisses d'un théâtre, le héros traverse des décors pour atterrir dans le seul élément fantasmagorique de sa chambre d'hôtel : le tableau de la femme sur la plage.

Ultime pied de nez du réel, qui nous échappe : quel est le contenu du paquet dont hérite Barton Fink ?

Salim de « Fondu au Noir »

FAHRENHEIT
Espace Icare - MJC
31, boulevard Gambetta (M° Corentin-Celton),
92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 45.54.21.39.
Vendredi 11 octobre, 21 h
Oui Oui et Negu Goriak (ex-Kortatu)
Places : 50 F et 40 F (pour les adhérents)

SCIENCE

« Voici le temps du monde fini »

Albert Jacquard, éditions du Seuil

Combien de temps faut-il à des néophars pour recouvrir un étang ? Avec cette image simple, Albert Jacquard nous explique l'accélération vertigineuse d'une « courbe exponentielle » dans sa phase finale. En transposant sa démonstration sur l'homme, il nous livre un résultat probable : la population humaine sera de 10 milliards vers 2090, dans « un monde fini », c'est-à-dire un monde limité tant en ressources renouvelables qu'en espace (la plus proche étoile susceptible de posséder un système solaire comme le nôtre est à 43 000 milliards de kilomètres... Inaccessible !).

Face à ce constat, Albert Jacquard se propose de dépoussiérer nos neurones et de faire le point sur les concepts comme : le temps, qui d'absolu devient relatif et étroitement lié à l'espace depuis Einstein ; la matière, qui dans ses structures intimes est tantôt onde, tantôt particule ; le hasard, qui est lié justement à l'imprévisibilité de l'infiniment petit ; l'hérédité, qui nous apprend que les êtres ne transmettent pas ce qu'ils sont, mais la moitié des gènes qui leur ont permis d'être ce qu'ils sont ; la vie et la complexité, qui émanent de l'interaction des quatre forces de l'univers : gravitation, forces nucléaires fortes et faibles, force électromagnétique et non d'un quelconque miracle.

Attention... économistes !

Armé de cette réflexion scientifique, l'auteur nous met en garde du danger à laisser les économistes, la loi du marché et le culte du profit s'occuper de la gestion des ressources non renouvelables de la planète. Il nous explique ce que serait pour lui une politique de gestion raisonnable de ces mêmes ressources.

Il lui semble, également, illusoire de faire confiance aux Etats, aux gouvernants, aux nations pour réaliser une nécessaire solidarité, englobant tous les habitants de la Terre. Le goût du pouvoir et le conformisme de nos décideurs en sont l'obstacle primordial.

Il faudra, donc, un effort d'imagination collective et une remise en cause de nos comportements profonds pour construire un monde adulte, nous dit Albert Jacquard ou bien il est fort probable qu'un nouvel ordre mondial se mettra en place selon le modèle pharaonique, c'est-à-dire une élite, jouissant de tous les privilèges, d'une part, et de l'autre, des esclaves satisfaits de leur sort, comme les Epsilons décrits dans *Le Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley.

Bien qu'on y cite l'anarchie en terme de chaos, voilà un bon bouquin scientifique et simple, très proche des thèses libertaires que nous propageons.

M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, Albert Jacquard, lui, me semble être un anarchiste qui s'ignore. C'est plutôt réconfortant en cette fin de siècle délirante.

Jacquant-le-Croquo
(groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy)

N.B. : *Voici le temps du monde fini*, Albert Jacquard, éditions du Seuil. Prix : 89 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire (vos chèques sont à libeller à l'ordre de Publico), 145, rue Amélot, 75011 Paris.

« Anarchism and chinese political culture »

Peter Zarrow, Columbia University Press

PENDANT longtemps les sinologues « spécialistes de la Chine contemporaine » ne s'y sont intéressés qu'à travers le prisme maoïste ou nationaliste, oubliant les autres courants de pensée et d'action, et notamment l'anarchisme. Peter Zarrow se charge, brillamment, de réparer cette lacune.

Sa thèse est que non seulement l'anarchisme est partie prenante de la pensée politique chinoise contemporaine mais qu'il en est aussi souvent à l'origine (1). Paradoxalement, les deux groupes initiaux les plus importants sont basés hors de Chine, à Paris et Tokyo, mais leurs principaux animateurs retournent en Chine au moment de la Révolution de 1911. Les thèmes développés : internationalisme, concept travail-étude, morale révolutionnaire, émancipation de la femme et anti-impérialisme anticipent sur le mouvement du 4 Mai 1919 et le courant marxiste s'en attribuera abusivement, par la suite, la paternité. Pionnier de l'ouverture de la Chine aux idées progressistes occidentales, l'anarchisme chinois sut, aussi, se ressourcer dans la tradition. Le taoïsme tout d'abord sous son angle communautaire et égalitaire, mais aussi le confucianisme non pas dans son aspect rituel, bien

sûr, mais en tant que « fleur de l'humanité » selon la tradition d'Etiemble, et le bouddhisme dans son essence altruiste. Il en résulta un impact très profond au sein de l'intelligentsia et parmi la classe ouvrière naissante, mais qui ne résista pas au cours des années 20 à la montée en puissance des courants nationaliste et communiste.

Une des originalités, par ailleurs, du travail de Zarrow est le parallèle qu'il fait - et les lignes de rencontre - entre l'anarchisme chinois et Chen Duxiu, ex-premier secrétaire général du PCC, après qu'il ait basculé dans l'opposition à l'orthodoxie stalinienne après 1929 (2).

En résumé, une grande contribution à la remise en perspective de l'idée anarchiste dans le concert révolutionnaire de notre histoire contemporaine.

Jean-Jacques Gandini

1) Dans le même sens : *The chinese anarchist movement*, Scalapino et Yu, éd. Université de Californie - USA, 1961 ;

- *Aux Sources de la révolution chinoise : les anarchistes*, Jean-Jacques Gandini, Atelier de création libertaire, 1986.

2) Alors pourtant qu'au départ il en avait été le principal contradicteur. Lire à ce sujet « Le débat Ou Shengbai/Chen Duxiu » in *Aux Sources...*, op. cité, p. 98 et suivantes.

JOURNÉE D'ETUDE

« Les anarchistes et Proudhon »

La Société P.-J. Proudhon organisera, le samedi 19 octobre 1991, une journée d'étude sur le thème : « Les anarchistes et Proudhon » (de 9 h à 17 h 30, au CES Paul-Bourget, 2, rue Paul-Bourget, 75013 Paris).

On a souvent affirmé que Proudhon devait être considéré comme le « père de l'anarchisme ». Cette formule, qui comporte un part de vérité, reste, cependant, bien obscure car les anarchistes n'ont jamais été des disciples recevant, respectivement, un héritage théorique, aussi convaincant soit-il.

Le but de cette journée sera de reposer la question d'une toute autre manière. On se demandera comment les anarchistes français, italiens, espagnols, allemands ont lu Proudhon ; comment ils ont interprété ses messages ; comment ils les ont discutés, contestés et, éventuellement, délaissés ou ignorés. On se demandera, aussi, pourquoi, en raison de quelles situations, de quelles stratégies politiques, ils ont été amenés à faire ces lectures, ces interprétations et ces choix.

Huit exposés, suivis de discussions, sont prévus et une table ronde qui rassemblera des historiens et des militants anarchistes.

On peut attendre de cette journée qu'elle permette de relire, autrement, l'œuvre si complexe de Proudhon. Elle permettra, aussi, de réfléchir sur la situation de l'anarchisme aujourd'hui, puisque des exposés sont prévus sur la situation en France, en Espagne et en Allemagne.

Ce colloque est public ; l'entrée est gratuite.

Programme

- 9 h : ouverture.
- 9 h 15 - 9 h 50 : Pierre Ansart, *La question de l'anarchie dans l'œuvre de Proudhon*.
- 9 h 50 - 10 h 25 : Bernard Voyenne, *Proudhon et Bakounine*.
- Pause.
- 10 h 45 - 11 h 20 : Patrick Cingolani, *Max Stirner : « J'ai fondé ma cause sur rien »*.
- 11 h 20 - 12 h : Gaetano Manfredonia, *Lignées proudhoniennes dans l'anarchisme français*.
- Déjeuner.
- 14 h 15 - 14 h 50 : Yves Peyraud, *L'anarchisme aujourd'hui en France*.
- 14 h 50 - 15 h 25 : Aimé Marcelliant, *Anarchisme et mouvement syndical*.
- Pause.
- 15 h 45 - 16 h 20 : Franz Mintz, *Proudhon, l'Espagne et le mouvement anarchiste*.
- 16 h 20 - 16 h 55 : Johannes Hilmer, *L'anarchisme en Allemagne depuis 1945 et l'influence de Proudhon*.
- 16 h 55 - 17 h 25 : symposium avec la participation de Rosemarie Ferenczi, Georges Navet, Jean-Paul Thomas...
- Pause.
- 17 h 40 : assemblée générale de la Société P.-J. Proudhon.

Société P.-J. Proudhon,
EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris

RENDEZ-VOUS

ALÈS (Gard)
Une liaison FA vient de se constituer sur Alès. Pour la contacter, écrivez aux Relations Intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

DIEPPE
Le groupe de Dieppe tiendra une table de presse à la bourse aux livres organisée par le Centre d'action culturelle (CAC), 8, quai Bérygn, le samedi 19 octobre, en après-midi et le dimanche 20, toute la journée. Groupe anarchiste de Dieppe c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

MELUN/BRIE-COMTE-ROBERT
Pour contacter ou s'informer sur la Fédération anarchiste dans la région de Melun, Brie-Comte-Robert et Guignes (77), écrivez aux Relations Intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

LILLE
Le groupe Humeurs Noires de Lille reprend ses activités régulières. Si vous voulez rencontrer les anarchistes de la région lilloise, rien de plus simple : une permanence à lieu chaque mercredi de 19 h à 20 h, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet, à Lille. Le groupe vend, également, le *Monde libertaire* le vendredi à la gare de Lille de 17 h à 18 h 30, le samedi midi aux lycées Pasteur et Faidherbe à Lille et le dimanche de 10 h 30 à 12 h au marché de Wazemmes. Sans oublier les tables de presse dans les foyers de Lille I et Lille III, qui reprendront bientôt.

NANTES
Retrouvez le groupe Milly-Witkop de la FA et l'OCL-Nantes, sur les ondes de Radio-Alternantes (97.5 FM), les mardis 8 et 22 octobre de 19 h 40 à 20 h 30. « Magazine Libertaire », Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

ORMESSON/SUCY-EN-BRIE (Val-de-Marne)
Une liaison FA existe à Ormesson/Sucy-en-Brie. Un groupe antifasciste vient, par ailleurs, de se créer. Pour tout contact s'adresser au groupe du Val-d'Yverres (Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettra.

ROUEN
En alternative à « La Fureur de lire » ministérielle, le groupe de Rouen de la FA organise la 2^e Journée de l'édition libertaire (stands, débats, vidéo...), le 19 octobre, de 14 h à 18 h, à la Halle-aux-Toiles de Rouen.

PARUTIONS

BROCHURES

Les éditions Partage Noir viennent de faire paraître quatre brochures :
- « Tierra y Libertad ! » : les anarchistes dans la Révolution mexicaine au travers d'une chronologie de Ricardo Flores-Magon. Prix : 10 F ;
- « Mémoires secrets » de Fournier l'Américain : la Révolution française par un témoin du peuple et un technicien des insurrections. Prix : 15 F ;
- « 1919, la République des conseils de Bavière » : une synthèse sur les conseils de Bavière au sein desquels les anarchistes allemands jouèrent un rôle important. Prix : 15 F ;
- « Attention, anarchiste ! » (2^e partie) : les mémoires d'Augustin Souchy (Russie 1920 - France 1921). Prix : 15 F.
Ces brochures sont en vente à la librairie du *Monde Libertaire* (chèques à l'ordre de Publico).

PRESSE

Le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy, en collaboration avec les liaisons FA de Saint-Dizier et de Moselle-Sud, vient d'éditer le numéro 5 d'*Encre noire*. Cette revue est disponible à la librairie du *Monde Libertaire*, ou auprès du groupe Caussimon, qui diffuse le *Monde libertaire* chaque dimanche matin, à partir de 11 h, sur le marché de Vandœuvre.

PRESSE

La Mistouffe, journal d'information libertaire est enfin ressorti. Au sommaire du numéro de septembre... actualité, mais aussi poésie et articles de fond. On peut se le procurer pour 5 F (port compris), paiement en timbres ou par abonnement (50 F par an, chèque à l'ordre de Jean-Christophe Cheval). *La Mistouffe*, 61, rue Jennain, 21000 Dijon.

« **Chroniques syndicales** » : des dossiers et des luttes

Dix ans de « Chroniques syndicales » sur Radio-Libertaire ça se fête... par un débat !
Rendez-vous avec l'équipe samedi 12 octobre, de 14 h à 18 h à l'AGECA 177, rue de Charonne, 75011 Paris

Chronique Syndicale
sur
Radio Libertaire
(89.4)

Lundi 18 h 30 - 20 h 30
Samedi 11 h 30 - 14 h 30

Studio : 42.62.90.51 • Contacts : 145, rue Amelot, 75011 Paris.

L'affiche de 1985.

Un beau jour de l'année 1981, dans un local de la rue Jean-Pierre-Timbaud, quelques « compères » et « commères », militants et militantes anarcho-sindicalistes conversaient de l'organisation d'émissions sociales et syndicales sur une radio à créer dans le mouvement libertaire, émissions à diffuser vers 6 heures du matin, à l'aube des journées des « travailleurs ».

Le projet à mener n'était pas aisé : informer des luttes sociales, de une à plusieurs fois par semaine aux heures de grande écoute des radios gouvernementales et privées périphériques, exige une disponibilité sans faille de la part de militants largement engagés dans les multiples activités syndicales et au sein du mouvement anarchiste. Cependant, l'idée se peaufinait dans un « restau » de Belleville, si bien qu'à la création de Radio-Libertaire, quelques mois plus tard, une émission hebdomadaire prenait forme : « Chroniques syndicales ».

Vouloir appliquer le principe de la 1^{ère} Internationale, « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-

mêmes », suppose de donner la parole surtout aux acteurs des mouvements sociaux : qu'ils fassent l'information sur leur lutte ; qu'ils analysent et livrent leurs réflexions. Les animateurs prirent ce pari, que la parole ne soit pas interprétée (confisquée).

Ils firent en sorte d'aborder les questions d'un point de vue anarcho-sindicaliste : ne s'arrêtant pas seulement au fait syndical et aux frontières de l'entreprise, abordant les luttes des femmes, des étudiants et lycéens, des précaires, des chômeurs, des paysans, tenant des propos sur les conditions de travail, mais aussi de vie, notamment au sujet des foyers de travailleurs, des questions de logement, d'écologie, d'éducation ou d'antimilitarisme (ainsi, au moment de la guerre du Golfe, furent rappelées les positions historiques anti-guerre du mouvement ouvrier révolutionnaire).

Des luttes, donc, en priorité présentées en direct sous forme de « dossiers » ou de « brèves » : victoires ou défaites, mais

aussi manière de s'organiser, de gérer le combat. Car au-delà des revendications exposées, expliquées, n'y a-t-il pas à chercher dans les pratiques d'assemblées générales, de collectifs de mobilisation, de coordinations, les éléments d'action directe, de mandatement contrôlé, d'auto-organisation, si chers aux formes révolutionnaires. Faut-il rappeler que l'émission a servi, ici ou là, à favoriser l'unité d'action, après quelques propos acerbes contre les sectaires. Ailleurs, elle permit les « renards » de grévistes. L'émission fut, ainsi, utilisée à bon escient comme outil d'information.

Tous les sujets sont abordés

L'actualité syndicale, c'est encore les congrès syndicaux, avec leurs longues listes d'exclusions. Evidemment, la parole fut donnée aux « oppositionnels » et aux « moutons noirs ». Si des représentants des confédérations CGT, CFDT, FO et de la FEN furent invités, le micro s'ouvrit, par ailleurs, aux militants de la CNT, de la Confédération paysanne, du CRC-Santé-Sociaux, du Syndicat démocratique des banques (SDB), de l'ex-Syndicat de lutte des travailleurs d'Usinor Dunkerque (SLT), du SNPIT (Air Inter), du SNUI (Impôts), du SUD-PTT... rares ont été les secteurs oubliés. Nombreux ont été les dossiers abordés : impôts, sidérurgie, automobile (Peugeot, Talbot), transports, aéronautique, PTT, santé (CPAM 91, secteur social), agriculture, enseignement, modèles des Beaux-Arts, hôtellerie, restauration, banques, assurances... et encore mouvements lycéen et étudiant.

Bien des luttes, des grèves dures et prolongées ont été mises en lumière. A cela, il faut encore ajouter les dossiers juridiques de droit social (de type DP, Prud'hommes...) avec la participation de militants CGT de la *Vie ouvrière Impôts*.

Aux informations hexagonales sont venues s'ajouter les informations internationales, avec la rubrique hebdomadaire où sont venus des militants des pays de l'Est, des Etats-Unis, du Maghreb, d'Afrique, d'Amérique du Sud, de Chine, du Kurdistan, de Kanaky...

A la suite d'amicales sollicitations, mais surtout pour reprendre la parole de Pelloutier « Instruire pour révolter », s'est mise en place une collaboration régulière avec les Editions Ouvrières, les éditions Spartacus et les *Cahiers d'Article 31*, proposant une chronique très diversifiée rela-

tive à des ouvrages sur Gracchus Babeuf, les frères Bonaffé, le travail des enfants au XIX^e siècle ou encore sur le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (le Maitron). En cette rentrée 1991, cette chronique régulière, avec d'autres dossiers sociaux et syndicaux, constitue les « Chroniques rebelles », une nouvelle émission, émanation des « Chroniques syndicales » du samedi.

A l'origine, les animateurs des « Chroniques syndicales », militants des groupes anarcho-sindicalistes Bertho-Lepetit et Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste, étaient organisés surtout à la CGT et à la CFDT. Sous la tempête des exclusions et sous les bourrasques de la recombinaison syndicale à la sauce social-démocrate, certains ont rejoint la CNT, d'autres furent à l'origine de la création du CRC-Santé-Sociaux, du SUD-PTT et quelques uns persistèrent, néanmoins, à militer à la CGT ou à la CFDT. Alors que d'autres ont abandonné toute étiquette syndicale. Mais tous ont la même volonté de développer un mouvement syndical révolutionnaire.

Parmi les animateurs, celles et ceux qui assurent la technique opèrent aussi le choix des pauses musicales en relation astucieuse avec les propos tenus ! Certains invités apportent leurs illustrations musicales. *Le blues du syndicalisme* de François Bérange ouvre et clôt l'émission depuis, maintenant, dix ans, malgré des velléités de modifier l'indicateur musical (pour le rajeunir ?). Mais l'équipe n'a pas trouvé mieux, à ce jour...

Si l'on en croit les sondages, « Chroniques syndicales » est l'une des émissions les plus écoutées sur Radio-Libertaire, non seulement parce que c'est un discours syndicaliste-révolutionnaire mais aussi parce que, sur la bande FM, c'est le seul espace où les salariés et les citoyens peuvent parler eux-mêmes à tout moment et sans intermédiaire de leurs luttes engagées contre les injustices et les inégalités politiques et économiques. Un espace ouvert, que l'équipe entend bien maintenir encore de longues années...

Hélène pour l'équipe de « Chroniques syndicales »

LIBRES PROPOS

Communication et médias, les deux phares de notre époque

Par le miracle de l'image, du son, l'individu ne se sent plus seul ; son univers est hanté par une présence cathodique au langage hertzien. Tout ce qui transite via les médias alimente les conversations de lendemains qui déchantent avec en écho un audit, qui chante sur tous les tons. L'influence est telle que les emballages s'ornent de bandelettes « vu à la télé » ou « entendu à la radio ». C'est dire combien les mass-médias massent dans l'immédiat la qualité culturelle et l'honnêteté intellectuelle. S'avère-t-il nécessaire de préciser que le dithyrambe et la palinodie sont au goût de certaines langues déliées qui claquent contre des palais en ruines ? Ainsi, vouloir construire sa réflexion intellectuelle sur de telles ruines nous conduirait, à la longue, vers une pensée brinquebalante. En conséquence, une seule décision accompagnée d'un geste précis : tourner le bouton sur « off ».

Mais, lorsque l'aiguille du tuner glisse sur la bande FM et qu'elle se fixe sur 89.4 - le midi de l'humanité - l'homme amoureux fou de liberté culmine à son zénith.

Durant les deux mois et demi de grève que nous avons vécus dans le temple de l'argent - BNP - Radio-Libertaire et le *Monde libertaire* furent « nos porte-parole ». Les « Chroniques syndicales » donnèrent à notre lutte un souffle positif, en ce sens que nous pûmes expliquer les raisons de la grève et l'évolution de celle-ci aux personnes extérieures au mouvement.

Il va sans dire que nous eûmes une totale liberté d'expression tant verbale qu'écrite ; ce qui, de nos jours, devient de plus en plus rare. Mais il est vrai que Radio-Libertaire est la radio sans Dieu ni maître, aussi n'allions-nous pas nous faire prier pour rester maîtres de nos idées.

Nous tenons à saluer, également, l'équipe des « Chroniques syndicales » pour la sensibilité et la compréhension qu'elle témoigna à notre égard durant les périodes critiques de la lutte. Là où vibre la sensibilité, l'espoir scintille.

Eric Conchaudron, Stéphane Levacher, Fabrice Pascaud

SOMMAIRE

PAGE 1 : Abolir la conscription : un pas vers l'émancipation. De l'accumulation primitive au capitalisme : des espoirs d'Octobre à la « répression révolutionnaire à l'égard des indisciplinés ». Edité.
PAGE 2 : De l'accumulation primitive au capitalisme : des espoirs d'Octobre à la « répression révolutionnaire à l'égard des indisciplinés ».
PAGE 3 : Abolir la conscription : un pas vers l'émancipation. Vienne : provocation fasciste ! Maurice Laisant disparaît. « Double peine » : dernière ligne droite.
PAGE 4 : Grande-Bretagne : Class War en congrès. Thème de débat lors du congrès de Class War.
PAGE 5 : Roumanie : Le retour des mineurs (II). Yougoslavie : l'Armée « populaire » contre le peuple.
PAGE 6 : A qui profite la loi ? Nouvelles du front. Le mot de la « faim » contre le silence d'un avocat. Associations.
PAGE 7 : Ciné spécial : « Barton Fink ». Notes de lectures : « Voici le temps du monde fini » d'Albert Jacquard « Anarchism and chinese political culture » de Peter Zarrow. Journée d'étude sur « Les anarchistes et Proudhon ».
PAGE 8 : « Chroniques syndicales » : des dossiers et des luttes. Communication et médias, les deux phares de notre époque, Infos FA.